

Editorial du 25 mars 2010

Les résultats des récentes élections régionales ont conforté la gauche dans la quasi-totalité des régions –à l'exception de l'Alsace, de la Réunion et de la Guyane.

En Midi-Pyrénées, avec un score de 67,7 % (71,6% pour le département du Lot) Martin Malvy a été reconduit dans ses fonctions.

Le travail de terrain de l'équipe, que j'ai accompagnée le plus souvent lorsque mon agenda me le permettait (présence dans 10 cantons), le bon bilan des années de gestion de la gauche, les projets portés par Martin Malvy, ont permis ce large succès.

Ces très bons résultats sont nécessaires pour conduire une politique de gauche et permettre au Président Malvy de disposer d'une équipe soudée sur laquelle il peut s'appuyer pour mettre en œuvre le projet régional.

Pour le Lot, ce sont cinq élus de la liste menée par Marie-Odile Delcamp qui auront la charge de siéger à l'Hôtel de Région à Toulouse et un seul représentant de la liste UMP

Mais ces bons scores ne doivent pas nous faire oublier les messages que nos concitoyens ont adressés à l'ensemble de la classe politique en n'allant pas voter. Nous devons, dès à présent, nous interroger sur les taux d'abstention anormalement élevés tant au niveau national qu'au niveau local. C'est un message fort qu'ont voulu nous faire passer nos concitoyens.

En mettant en avant la gauche dimanche dernier, c'est aussi la politique injuste et inefficace de Sarkozy qui est dénoncée. Le remaniement ministériel ne répond pas à l'attente des français. Le discours du Président de la République du mercredi 24 mars ne vise lui qu'à retrouver son électorat traditionnel.

Près de trente ans après les grandes lois de décentralisation initiées par la gauche, le Président de la République et le gouvernement, qui ne supportent pas les contre pouvoirs locaux, ont décidé de revenir sur la décentralisation et s'engagent sur le registre de la régression territoriale. Etranglement financier par la suppression de la taxe professionnelle qui prive les départements et la région d'une grande partie de leur autonomie financière. Etranglement démocratique puisque sous couvert de l'argument démagogique et malsain sur le coût des élus, la création du conseiller territorial signifierait moins de proximité dans les départements et moins de temps consacré aux politiques d'avenir au niveau régional. Etranglement électoral puisque ce mode de scrutin retenu - qui aurait donné, s'il avait été appliqué, 9 régions à la droite - pour ce nouvel élu serait un grave recul pour la démocratie et pour la parité.

Ainsi après notre succès de dimanche, nous devons poursuivre notre combat contre les funestes textes gouvernementaux de la réforme des collectivités territoriales. Ainsi, dès ce dimanche 27 mars Un rassemblement des élus est prévu à la Mutualité à Paris afin de montrer au gouvernement que nous ne baissons pas les bras et n'acceptons pas ces réformes.